

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Raffestin, Claude (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Préface de R. Brunet, Paris, Libraires techniques, 249 p.

par Paul Villeneuve

Cahiers de géographie du Québec, vol. 26, n° 68, 1982, p. 266-268.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021567ar>

DOI: 10.7202/021567ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

au sujet du climat et surtout du parachèvement de la Voie maritime du Saint-Laurent en 1959, «qui n'a pas nui aux activités portuaires de Montréal autant qu'on le craignait». (p. 1049) Bref, malgré certaines faiblesses, l'écrit de Morrisette rend justice au Canada. Il est toujours difficile de condenser la géographie canadienne dans une cinquantaine de pages.

Le sort des encyclopédies, c'est trop souvent d'offrir des données périmées au moment même de leur parution. C'est effectivement ce qui arrive avec le volume dont nous parlons ici et qui nous présente des statistiques de 1970. Heureusement qu'on y trouve autre chose que des chiffres! La trilogie de l'Encyclopédie de la Pléiade consacrée à la géographie trouvera ainsi sa place dans toutes les bibliothèques privées et publiques. Le premier tome sur la géographie générale ne vieillit que très lentement, les deux autres seront quand même utiles pour un certain temps. Les étudiants en géographie de même que les enseignants y trouveront pâture sous forme d'exposés de base, de réflexions, d'observations et de renseignements plus ou moins à jour.

Ludger BEAUREGARD
Département de géographie
Université de Montréal

RAFFESTIN, Claude (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Préface de R. Brunet, Paris, Librairies techniques, 249 p.

Se pourrait-il qu'au lieu de servir à faire la guerre, la géographie contribue, d'abord, à une connaissance qui serait libératrice? Et qui aurait pu penser qu'une telle contribution puisse venir d'une œuvre de géographie politique? Il est une confusion dans les sciences humaines en général, et en géographie tout particulièrement, qui ne laisse pas d'entraîner bien des malentendus. Il s'agit de la confusion, au niveau de l'intention du chercheur, entre «l'explication déterministe» et «l'explication libératrice». Souvent un chercheur met à nu le rôle joué par un certain type de facteurs, disons, les facteurs économiques, et se voit accusé de déterminisme économique, alors que sa recherche peut avoir comme conséquence de faire prendre conscience du caractère étouffant de ces facteurs dans la vie sociale, et par là, de contribuer à en libérer les humains. Ceci peut arriver s'il n'explicite pas, lui-même, ses intentions.

Claude Raffestin pourrait être taxé de pratiquer un certain déterminisme politique quand il affirme que le pouvoir est consubstantiel à toute relation. Pour ma part, j'ai plutôt tendance à retenir une de ses conclusions, très explicite, quant au potentiel libérateur de la connaissance:

«L'enjeu de la géographie politique c'est l'homme, en tant que membre d'une collectivité, dans son existence quotidienne. C'est donc une "géographie de l'autonomie" qui est en cause. Il ne s'agit pas de privilégier l'individu mais de permettre à celui-ci de conserver son identité et sa différence dans la collectivité à laquelle il appartient. Pour cela, il doit pouvoir disposer des instruments théoriques qui lui permettent d'analyser les relations de pouvoir qui caractérisent le corps social dont il est membre» (p. 245).

En proposant une géographie sise à cette enseigne, Claude Raffestin débouscule la géopolitique, science du savoir stratégique, et la géographie politique conventionnelle, qui se limite à l'étude du pouvoir étatique. À ces deux savoirs serviles, il oppose une connaissance libératrice, non parce qu'elle vole haut, dans l'air éthéré des concepts abstraits, mais parce qu'elle plonge au plus profond des structures cachées du pouvoir. Cette géographie politique des profondeurs est possible à condition de remplacer la problématique morpho-fonctionnelle habituelle par une problématique relationnelle. Celle-ci se fonde sur une conception de l'existence comme «vaste complexe relationnel» auquel le chercheur participe par la critique et par la construction d'un projet, ici la mise à nu des relations de pouvoir. Il s'agit d'un mode d'interrogation bien différent de celui de la géographie politique classique où un objet, découpé arbitrairement, est étudié de l'extérieur.

Une problématique relationnelle du pouvoir peut se construire autour des éléments suivants : les acteurs, leurs intentions, leurs stratégies, les médiats de la relation, ainsi que les codes utilisés et les composantes spatiales et temporelles de la relation. Et la catégorie des acteurs ne se limite pas à l'État. Pas plus que les intentions, ou finalités, ne se limitent à des objectifs simples, et que les stratégies ne se conçoivent que dans un sens militaire. Au contraire, à côté des acteurs syntagmatiques, organisations qui réalisent un programme, il y a les acteurs paradigmatiques, sortes de collections d'êtres humains sans programme défini, qui n'ont souvent en commun que de vivre en un même lieu. Ce point de vue, on le devine, bouleverse la catégorisation conventionnelle de la géographie politique : une problématique relationnelle n'analyse plus séparément la population, le territoire et les ressources, puisqu'une population territorialisée peut devenir une ressource, ou mieux, un enjeu, pour les acteurs syntagmatiques que sont les États, les Églises, les entreprises, etc.

Au sujet des médiats par lesquels les acteurs entrent en relation, Claude Raffestin note qu'ils ont tous en commun d'être constitués d'énergie et d'information. Ces deux concepts, délibérément abstraits, conduisent à des interprétations renouvelées : un recensement, c'est bien sûr une source privilégiée de données, mais c'est aussi, plus profondément, « une information sur un stock d'énergie. Une énergie que l'organisation étatique va intégrer dans ses stratégies... (et la démographie, c'est)... la "comptabilité" des hommes et des choses. C'est la maîtrise par le nombre, la possession par les signes » (pp. 60 et 61).

Et que dire du pouvoir qui s'exerce par la manipulation des codes utilisés dans les relations. Claude Raffestin élargit singulièrement nos horizons en intégrant à ses analyses certains apports essentiels de la linguistique et de la sémiologie. Son chapitre sur les rapports entre langue et pouvoir offre des avenues de recherche stimulantes : la langue comme système sémique qui assure la médiation entre production et consommation, la notion de travail humain linguistique, les deux faces de la question de l'intégration d'aires linguistiques ou dialectales différentes, etc.

Mais c'est dans la conceptualisation de l'espace comme support, ressource et enjeu que l'auteur montre toutes les possibilités d'une problématique relationnelle. Pour lui, le territoire est produit par les relations entre acteurs, à partir d'une réalité première donnée, l'espace. Cette réalité première n'est accessible à la connaissance qu'à travers le filtre du territoire, puisque : « Tout projet dans l'espace qui s'exprime par une représentation révèle l'image souhaitée d'un territoire, lieu de relations » (p. 130). Pour analyser les relations territoriales, Claude Raffestin recourt aux notions « géométrisantes » de maillage, nœud et réseau. Il n'hésite pas de parler à leur sujet d'invariants proprement géographiques. Mais, même s'il établit une correspondance entre chacune de ces notions et les dimensions de l'espace géométrique que sont la surface, le point et la ligne, son analyse est de loin beaucoup plus riche que celle des tenants de l'analyse spatiale qui réduisent le territoire à un donné géométrique. Ici au contraire, les systèmes territoriaux constitués de mailles, de nœuds et de réseaux ne sont pas neutres car ils sont à la fois produits et moyens de production d'acteurs en relation de pouvoir. La notion de territorialité humaine, bien dégagée des analogies animales, est caractéristique de cette démarche puisqu'elle intègre d'emblée le vécu social en étant d'abord un rapport social, même si celui-ci est médiatisé par le territoire.

Cette conception du rapport espace/territoire couvre trois chapitres qui portent respectivement sur les quadrillages du pouvoir (maillages), la centralité et la marginalité (nœuds), et les réseaux. Dans ces chapitres, les thèmes traditionnels de la géographie politique (frontières, capitales, circulation, etc.) sont réinterprétés à partir de la notion de pouvoir comme relation dissymétrique. De nombreux exemples montrent combien ces thèmes peuvent être enrichis si l'on se défait d'une conception étroitement étatique. Les frontières deviennent des limites ; les capitales sont traitées en termes de centralité et de marginalité et non de centre et de périphérie (géométrisme) ; à la circulation vient s'ajouter la communication comme instrument de pouvoir, ce qui permet d'actualiser certaines interprétations.

La dernière partie du livre porte sur les ressources. Des distinctions sémantiques apparaissent entre matière et ressources : « il n'y a pas de ressources naturelles, il n'y a que des matières naturelles » (p. 205). Une notion de technicité, proche de la notion marxiste de rapports techniques de production, est introduite. Elle est toutefois mise en œuvre de façon peut-être plus

intéressante, dans la mesure où une distinction est faite entre une technicité symétrique se caractérisant par des rapports non destructeurs de l'environnement matériel et, son contraire, une technicité dissymétrique. L'auteur aborde ensuite des problèmes très actuels: transfert technologique, technologie intermédiaire, le caractère stratégique de certaines ressources, etc.

Le livre se termine sur des «remarques finales» où le projet élaboré dans les pages précédentes est explicité à la lumière d'une conception claire de l'objet de la géographie humaine: «l'objet de la géographie humaine n'est pas pour nous l'espace mais la pratique et la connaissance que les hommes ont de cette réalité que nous appelons espace» (p. 244).

Il s'agit d'un livre stimulant et Roger Brunet le montre bien dans sa préface qui souligne comment, à partir d'une pratique attentive des sciences sociales, le géographe genevois nous donne des «Fondements pour une Critique de la Géographie politique» (p. VI). On y voit à l'œuvre la pensée logico-abstraite qui «travaille» une imposante culture historique. Cette rencontre de la logique et de l'histoire, de l'abstraction et de la quotidienneté, n'est-ce pas le chemin, insolite, inconfortable, de la libération par la connaissance?

Paul VILLENEUVE
Département de géographie
Université Laval

BURBACH, R. et FLYNN, P. (1980) *Agribusiness in the Americas*. New York, Monthly Review Press, 314 p.

La «crise alimentaire» mondiale s'est située au cœur des débats politiques de la deuxième décennie internationale du développement. La diminution alarmante des réserves, les aléas climatiques, les fluctuations de la production ont constitué les principaux éléments discutés. Un grand nombre d'agents de développement ont livré les résultats de leurs observations et de leurs analyses. À leur avis, il y a eu augmentation considérable du nombre des affamés dans les espaces dépendants de la périphérie, l'agriculture commerciale d'exportation s'est développée au détriment des formes de production alimentaire endogène, l'agriculture en général s'est modernisée et a éliminé la paysannerie traditionnelle, etc. Ainsi, plusieurs chercheurs ont effectué un diagnostic en profondeur de cette situation; on peut penser à E. Feder (Mexique), R. de Koninck (Malaisie), G. Anglade (Haïti), J. Morisset (Pérou), M. Correia de Andrade (Brésil), A. Alamino (Chili), J.E. Austin (États-Unis), etc. Deux d'entre eux, Burbach et Flynn ont cherché à connaître les véritables raisons de la marginalisation du monde rural des espaces «en voie de développement» et ils présentent dans cet ouvrage des éléments explicatifs fondamentaux.

La question qu'ils posent est la suivante: est-ce que la crise alimentaire est due au surpeuplement ou à des changements structurels dans la production? Les réponses traditionnelles retiennent le plus souvent la théorie malthusienne ou font appel aux mécanismes de résistance aux changements de la part du paysan; en d'autres circonstances elles imputent aux retards technologiques ou à une mauvaise commercialisation des biens les avatars de la production.

Pour Burbach et Flynn, la crise alimentaire observée dans les pays «en voie de développement» est causée principalement par l'introduction du système économique et social capitaliste dans les campagnes et surtout par la mise en place du modèle de production industrielle. Les auteurs examinent les changements dans les relations sociales et les structures de classe produits par ce modèle de développement. Pour ce faire, ils analysent la nature et le fonctionnement de l'agriculture industrielle à l'échelle internationale et, en particulier, aux États-Unis et en Amérique latine.

L'ouvrage se compose de trois parties majeures. La première traite de l'état actuel de l'agriculture industrielle des États-Unis. Celle-ci correspond encore au secteur le plus fort de l'économie américaine et elle est encore organisée sur la base des unités de production familiale,